

LES FINANCES

L'ÉTUDE, PAR LE COMITÉ, DE LA DIVULGATION DES TAUX D'INTÉRÊT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. E. Gray (Essex-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Peut-il informer la Chambre quand, au nom du gouvernement, il la priera de déférer au comité des finances les règlements établis en vertu de la loi sur les banques, visant la divulgation des taux d'intérêt, comme il l'avait indiqué lorsque la Chambre a été saisie de cette question?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Je remercie le député de me le rappeler. Je vais le faire tout de suite.

LES TRANSPORTS

LE CANAL DE TRENT—PROJET DE BARRICADES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. A. Webb (Hastings-Frontenac): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministère des Transports a écrit des lettres laissant entendre qu'il allait barricader les écluses et les digues du réseau du canal de Trent. Je voudrais demander au ministre s'il prendrait des dispositions immédiates pour annuler ces projets?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a fait des instances, qui ne peuvent être acceptées comme question.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LICENCIEMENTS IMMINENTS DE CANTONNIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Norman Fawcett (Nickel Belt): Je veux demander au ministre du Travail s'il a reçu des instances de la Fraternité des travailleurs de l'entretien de la voie au sujet de la mise à pied imminente d'un grand nombre de cantonniers par le Pacifique-Canadien et le National-Canadien. Si oui, quelles mesures prend-on pour prévenir ces licenciements?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Je me rappelle qu'une communication de ce genre a été reçue, mais j'aimerais tenir la question pour préavis.

[Français]

LA PEINE CAPITALE

ON SUGGÈRE DE DÉFÉRER LE BILL C-168 À UN COMITÉ DE LA CHAMBRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire demander à l'honorable Solliciteur général s'il a l'intention de déférer à un comité de la Chambre le bill qu'il a présenté, relativement à l'abolition de la peine capitale dans certains cas, afin que les députés puissent entendre les experts et se renseigner plus objectivement sur ce bill?

[Traduction]

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général du Canada): Monsieur l'Orateur, à mon avis, des négociations entre les chefs des partis à la Chambre contribueront à déterminer la réponse. Personnellement, je ne compte pas, à l'heure actuelle, suivre la voie indiquée par le député.

LES AFFAIRES INDIENNES

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES INDIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien? Étant donné ses récentes déclarations à ce sujet, le ministre pourrait-il préciser à la Chambre quand les modifications à la loi sur les Indiens seront présentées?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Nous avons communiqué à maintes reprises avec les Indiens eux-mêmes au sujet des modifications afin qu'ils puissent les comprendre et en être satisfaits. A mon avis, ces modifications ne pourront être présentées qu'après Noël.

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

LA PRÉTENDUE NON-UTILISATION DES SERVICES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le Conseil économique des provinces atlantiques a récemment reproché à l'Office d'expansion économique de la région atlantique d'avoir négligé ses services